

Une étude

**toluna** 

 **harris  
interactive**

pour

 **La France  
insoumise**

# Questions d'actualité dans le cadre de la niche parlementaire 2024

**Octobre 2024**

**Jean-Daniel Lévy**, Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion

**Pierre-Hadrien Bartoli**, Directeur des études politiques au Département Politique – Opinion

**Antoine Gautier**, Chef de groupe au Département Politique – Opinion

# Méthodologie d'enquête



Enquête réalisée **en ligne** du **25 au 28 octobre 2024**.



Échantillon de **1018** personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.



Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : **sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, région**.



## Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en italique sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne.
- Les rappels « **Novembre 2023** » présentés dans le rapport sont issus de l'étude « *Questions d'actualité dans le cadre de la niche parlementaire 2023* », réalisée pour le groupe parlementaire LFI, en ligne du 8 au 10 novembre 2023 auprès de 1094 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus
- Les rappels « **Juillet 2023** » présentés dans le rapport sont issus de l'étude « *Les paradoxes français : Quel rapport des Français aux valeurs républicaines et à leur application ?* », réalisée pour Challenges, en ligne du 20 au 31 juillet 2023 auprès de 3025 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans

# Intervalle de confiance

L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4



# Principaux enseignements

## Principaux enseignements (1/2)



### Que retenir de cette enquête ?

Dans l'ensemble, la majorité des mesures testées recueillent l'approbation d'une majorité de Français, à la fois chez les sympathisants des différentes formations politiques de gauche mais également auprès des proches des autres partis de l'échiquier politique. Dans le détail :

- Les Français se montrent largement favorables à **plusieurs mesures afin de réduire le coût des produits énergétiques pour les Français : le fait de fixer les prix de l'électricité en fonction des coûts de production du système électrique français et non plus des prix du marché de l'électricité (87%), le blocage des prix des produits énergétiques en France métropolitaine (86%) et l'encadrement des marges réalisées par les activités de raffinage de pétrole (85%)**. Alors que des mouvements contre la vie chère touchent les départements d'Outre-mer en ce moment même, **7 Français sur 10 se déclarent favorables au fait de fixer le prix des produits énergétiques à un niveau inférieur à ceux de la France métropolitaine**. Des mesures accueillies favorablement auprès de l'ensemble des familles politiques.
- **Plus de 8 Français sur 10 (85%) se disent favorables à une loi visant à mieux reconnaître la pénibilité de certains métiers dits « féminisés » (dans le domaine du handicap, du soin ou encore de l'éducation)**, et en matière de santé, **près de 8 Français sur 10 (79%) accueillent favorablement la proposition de régulariser des praticiens et pharmaciens venus de pays non-membres de l'Union européenne**, pour autoriser, provisoirement et au cas par cas, ces praticiens à exercer dans des structures de santé qui en auraient besoin. Des propositions bien accueillies auprès de l'ensemble des formations politiques.
- Autre sujet de société, **8 Français sur 10 estiment que la définition par la loi d'un viol ou d'une agression sexuelle devrait intégrer la notion de consentement de la victime**. Notons que cette opinion traverse les classes d'âge (avec une opinion positive plus marquée auprès des 35 à 64 ans) et les familles politiques. Si les femmes (84%) se montrent un peu plus en faveur de cette notion, les hommes s'y déclarent également très majoritairement favorables (79%).
- **Près de 8 Français sur 10 (78%) se déclarent favorables à la création d'un référendum d'initiative citoyenne permettant de révoquer les élus**. Une proposition très largement soutenue auprès des sympathisants de gauche (la France Insoumise : 93% ; PS : 74% ; Ecologistes : 78%), mais également à droite et au RN (LR : 78% ; RN ; 85%). Si les sympathisants de l'ancienne majorité présidentielle se déclarent plus partagés à ce sujet, notons qu'ils ne se montrent pas complètement opposés à cette idée (57% de favorables).
- **Plus de 7 Français sur 10 se déclarent favorables à l'abrogation du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans pour revenir à 62 ans (71%)**. Notons que ce soutien à l'abrogation de la réforme est en légère baisse depuis la mesure de l'année passée (74%), bien que toujours majoritaire. Une proposition largement soutenue par les sympathisants des formations politiques de gauche (LFI : 85%, PS : 73%, Ecologistes : 90%) et par ceux du Rassemblement national (77%).

## Principaux enseignements (2/2)



- **Près de 7 Français sur 10 estiment qu'il devrait y avoir un écart de rémunération maximum entre un dirigeant d'entreprise et le plus faible salaire de la structure**, un soutien en hausse depuis la mesure que nous avons effectuée en juillet 2023 (59%, +10 points). Notons que cette proposition est accueillie favorablement à gauche mais également à droite et au centre (73% des sympathisants Ensemble s'y montrent favorables, 71% des sympathisants LR). Dans le détail, parmi ces Français favorables, les 2/3 d'entre eux souhaiteraient que ce rapport maximum soit de 1 à 5.

D'autres mesures reçoivent également le soutien d'une majorité de Français, mais de manière un peu moins prononcée :

- En matière d'école, **2 Français sur 3 indiquent être favorables à un conditionnement du financement par l'Etat des établissements scolaires privés sous contrat à des objectifs de mixité sociale** (c'est-à-dire que si la mixité sociale constatée dans un établissement privé est inférieure à la moyenne de ce qui est mesuré pour les établissements publics du même secteur le financement de l'établissement pourra être diminué). Une opinion majoritairement partagée au centre, à droit et plus largement encore à gauche. Seuls les sympathisants RN se montrent plus partagés sur la question (53% favorables).
- Alors que certains projets en France cristallisent les oppositions, **2 Français sur 3 se déclarent favorables à une loi visant à instaurer un moratoire sur les projets routiers et autoroutiers** (ce qui signifierait la suspension pour une durée de 10 ans des projets de création d'autoroutes et celles en cours de construction). Un soutien à ce moratoire particulièrement prononcé auprès des sympathisants LFI (80%), PS (73%) et Ecologistes (69%).
- Interrogés sur le principe d'un **accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur (qui n'est pas encore adopté)**, les Français s'y montrent dans **l'ensemble plutôt opposés (52%)**, tandis que 1/3 s'y montre favorable et 15% n'exprime pas d'avis. L'opposition à cet accord traverse également toutes les familles politiques. Rappelons que les Français se déclaraient l'an dernier divisés sur le principe de l'accord de libre-échange qui venait d'être adopté entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande (40% favorable, 38% opposé et 22% ne se prononçant pas).
- Enfin, les Français étaient interrogés sur la décision du Président de la République, Emmanuel Macron, de **nommer Premier ministre une personnalité qui n'avait pas été proposé par le Nouveau Front populaire**, la force politique arrivée en tête des élections législatives le 7 juillet dernier. Il leur était ainsi demandé si cette décision **constituait ou non « un cas de manquement manifestement incompatible avec l'exercice des fonctions de Président de la République », c'est-à-dire un motif de destitution du Président de la République. Une courte majorité de Français ont répondu par l'affirmative à cette question (54%), tandis que 44% estiment qu'il ne s'agissait pas d'un motif de destitution.** Notons que les sympathisants Insoumis soutiennent très largement cette affirmation (84%), ainsi que les sympathisants Ecologistes (68%), socialistes (60%) et ceux du RN (60%), mais dans une moindre mesure.

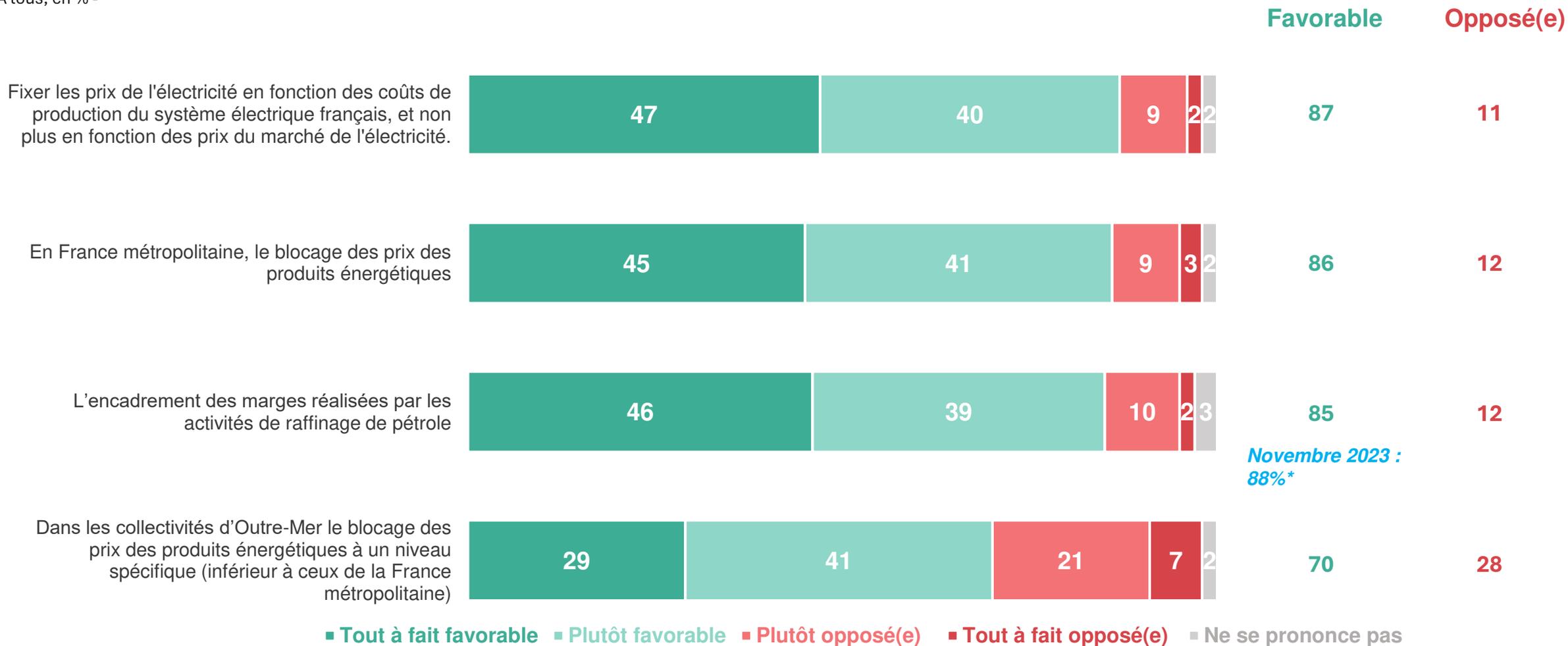


# Résultats

# Les Français se montrent majoritairement favorables à certaines mesures concernant les prix des produits énergétiques comme la fixation des prix de l'électricité en fonction des coûts de production du système électrique français et le blocage des prix des produits énergétiques en France métropolitaine

Etes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

- À tous, en % -



# Opinion concernant plusieurs mesures ayant pour objectif la baisse des prix des produits énergétiques, par proximité politique

Etes-vous favorable ou opposé(e) à chacune des mesures suivantes ?

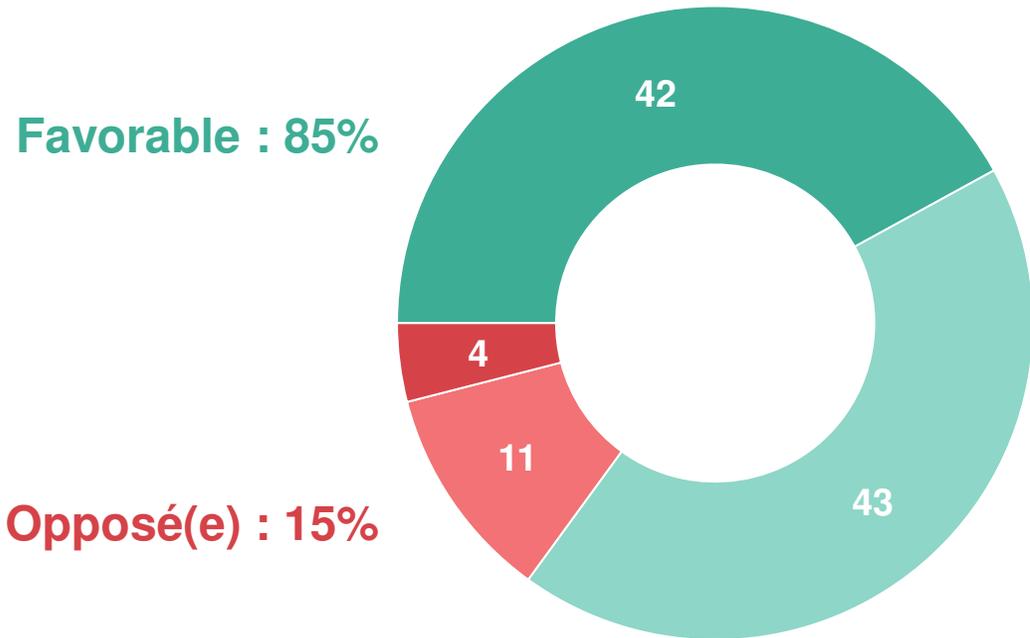
- À tous, en % de réponses « Favorable » -

	Proximité politique							
	Ensemble	LFI	PS	EELV	Ensemble	LR	RN	Sans préférence
Fixer les prix de l'électricité en fonction des coûts de production du système électrique français, et non plus en fonction des prix du marché de l'électricité.	<b>87</b>	85	86	89	86	87	90	86
En France métropolitaine, le blocage des prix des produits énergétiques	<b>86</b>	82	86	86	86	87	92	85
L'encadrement des marges réalisées par les activités de raffinage de pétrole	<b>85</b>	88	89	98	88	85	83	83
Dans les collectivités d'Outre-Mer le blocage des prix des produits énergétiques à un niveau spécifique (inférieur à ceux de la France métropolitaine)	<b>70</b>	79	77	80	65	77	66	66

# Plus de 8 Français sur 10 se disent favorables à une loi visant à mieux reconnaître la pénibilité de certains métiers dits « féminisés », un soutien majoritaire parmi toutes les familles politiques

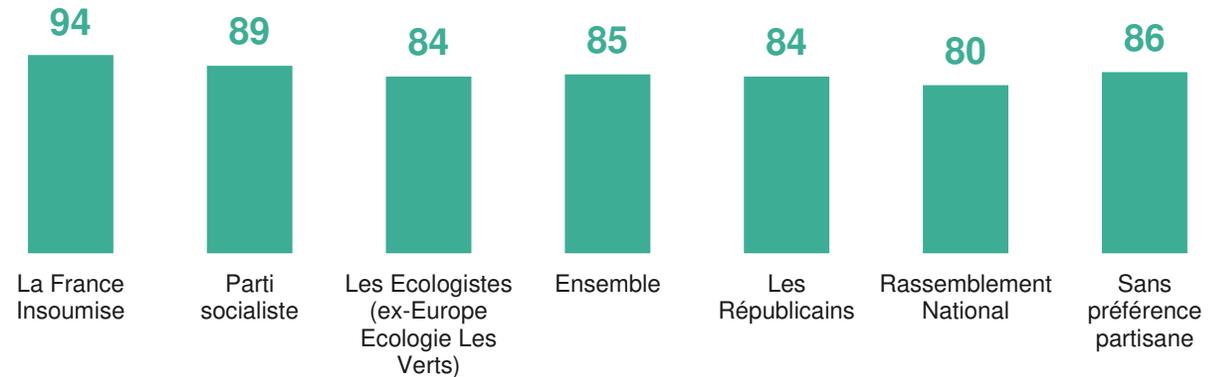
Etes-vous favorable ou opposé(e) à une loi visant à mieux reconnaître la pénibilité de certains métiers dits « féminisés » en créant de nouveaux facteurs de risques professionnels comme les contraintes émotionnelles fortes liées à certains métiers (dans le domaine du handicap, du soin ou encore de l'éducation) ?

- À tous, en % -



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

## Proximité politique

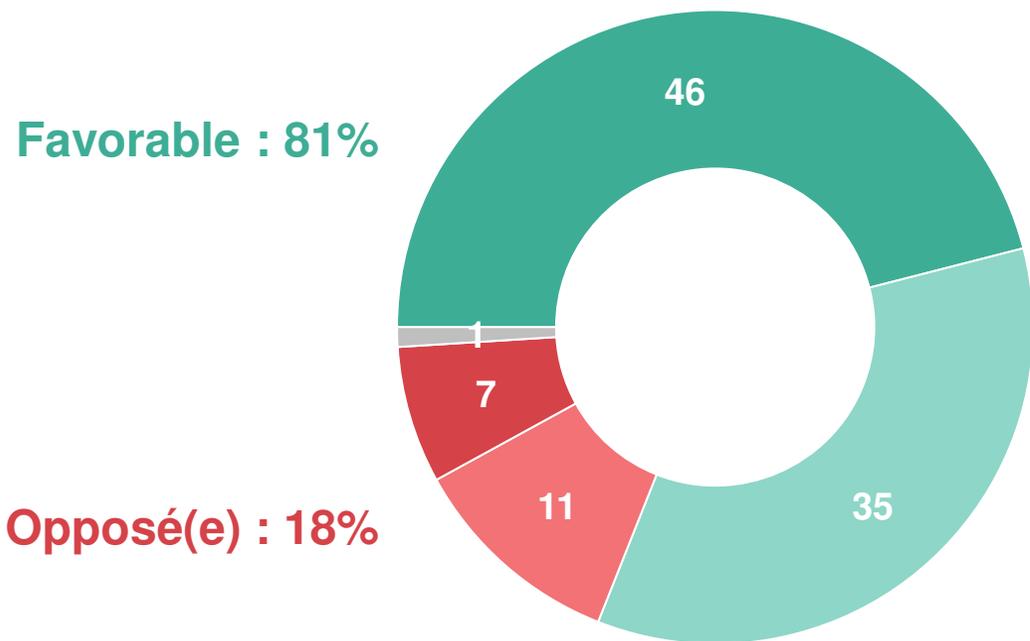


# Une majorité de Français estiment que la définition par la loi d'un viol ou d'une agression sexuelle devrait intégrer la notion de consentement de la victime, une opinion qui traverse toutes les classes d'âge et les familles politiques

Aujourd'hui la notion de non-consentement à un acte sexuel ne suffit pas à caractériser un viol ou une agression sexuelle dans la loi (l'acte devant être commis par violence, contrainte, menace ou surprise).

Etes-vous favorable ou opposé(e) à ce que la définition par la loi d'un viol ou d'une agression sexuelle intègre la notion de consentement de la victime ?

- À tous, en % -

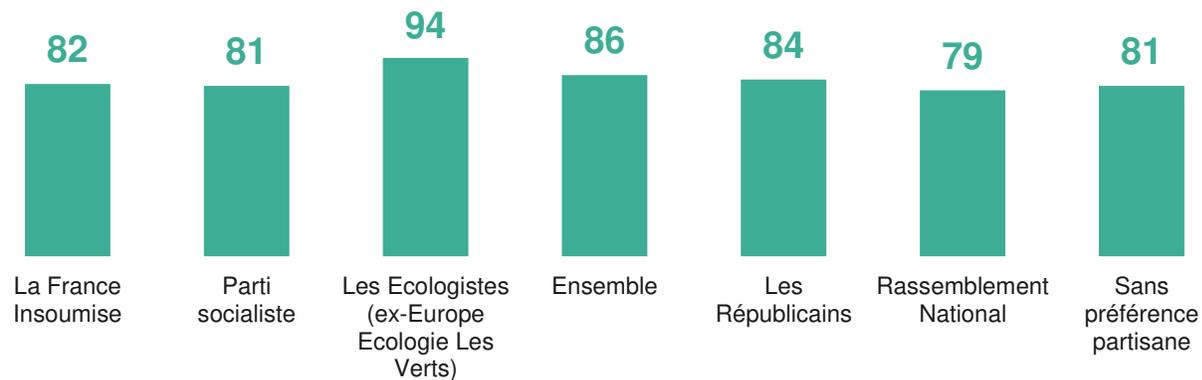


Favorable : 81%

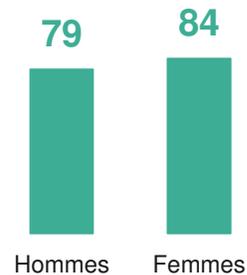
Opposé(e) : 18%

- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

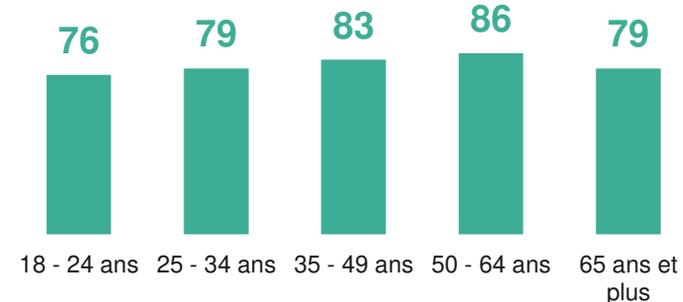
## Proximité politique



## Sexe



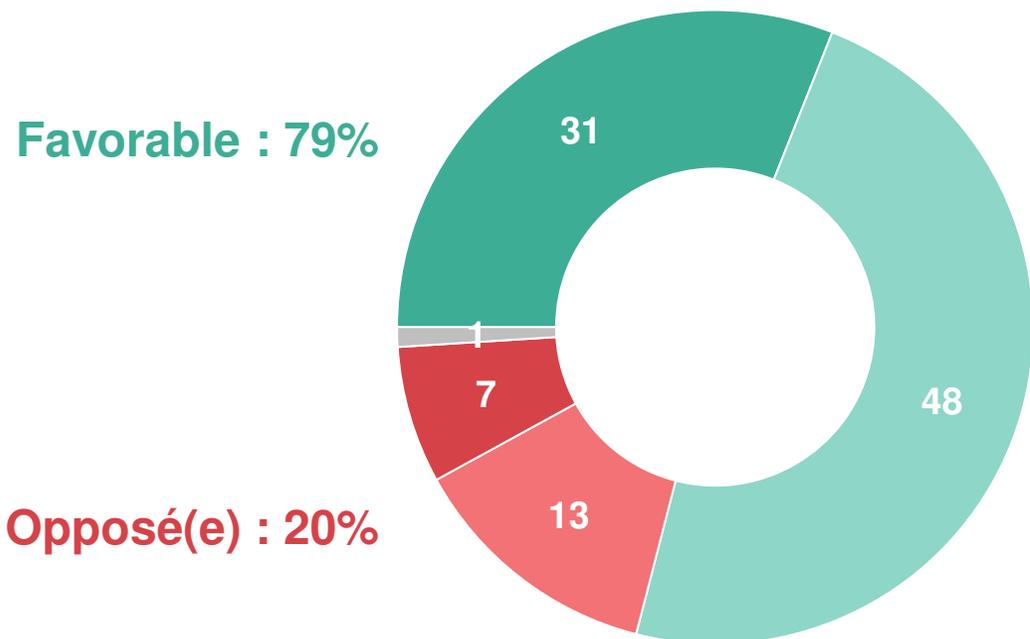
## Âge



# Une majorité de Français accueillent favorablement la proposition de régulariser des praticiens et pharmaciens venus de pays non-membres de l'Union européenne, pour autoriser, provisoirement et au cas par cas, ces praticiens à exercer dans des structures de santé qui en auraient besoin

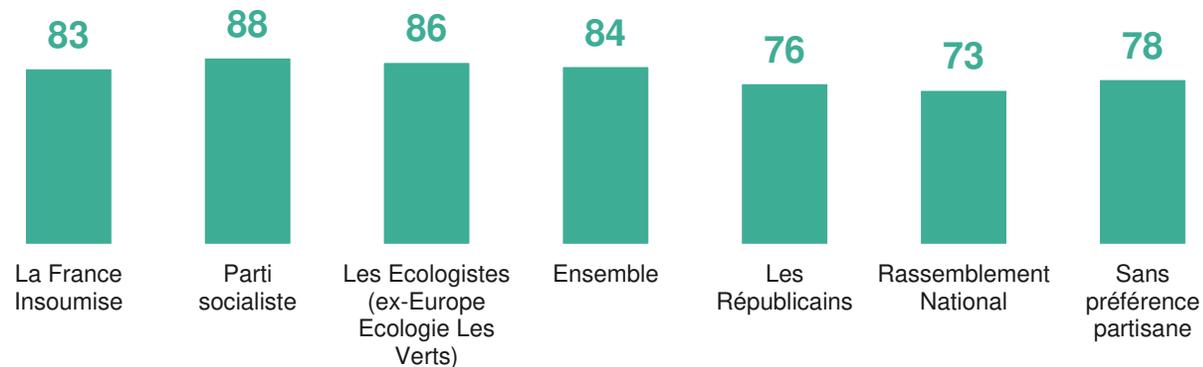
Etes-vous favorable ou opposé(e) à la régularisation des praticiens (médecins, dentistes, sage-femmes) et pharmaciens venus de pays non-membres de l'Union européenne, pour autoriser, provisoirement et au cas par cas, ces praticiens à exercer dans des structures de santé qui en auraient besoin ?

- À tous, en % -



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

## Proximité politique

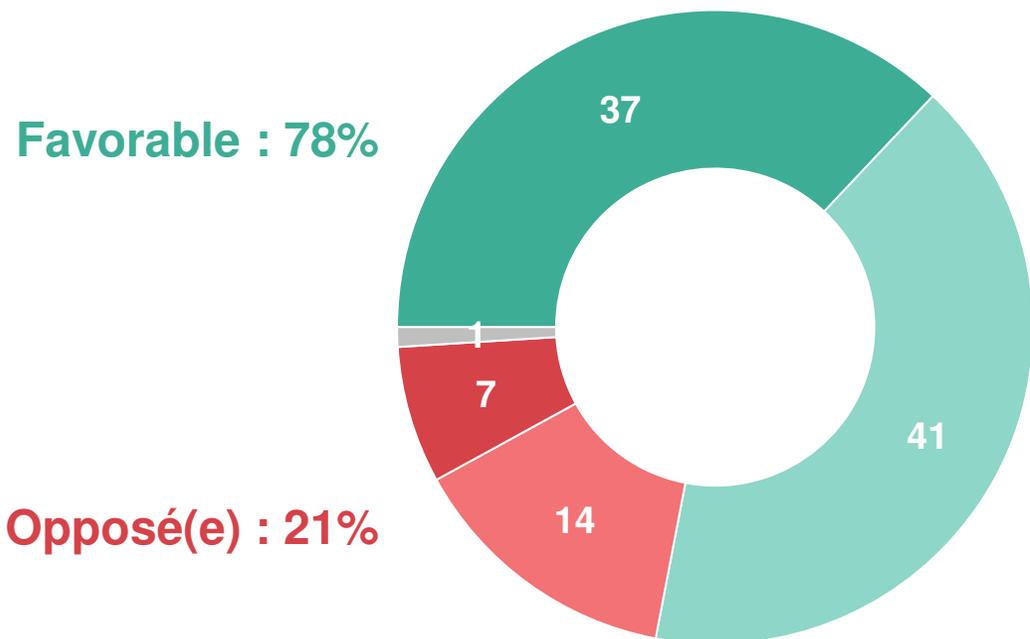


# Près de 8 Français sur 10 se déclarent favorables à la création d'un référendum d'initiative citoyenne permettant de révoquer les élus

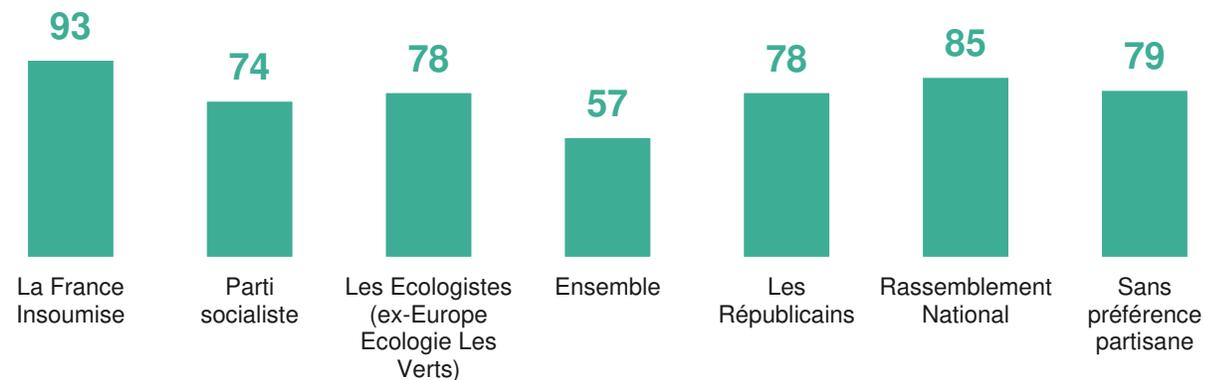
Etes-vous favorable ou opposé(e) à la création d'un référendum d'initiative citoyenne permettant de révoquer les élus ?

C'est-à-dire que si 5% des Français inscrits sur les listes électorales soutiennent cette proposition, un référendum pourra être convoqué portant sur la révocation ou non du mandat d'un élu, et ce à tous les échelons (maires, conseillers municipaux, présidents ou conseillers départementaux ou régionaux, conseillers territoriaux, parlementaires et Président de la République).

- À tous, en % -



## Proximité politique



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

# Plus de 7 Français sur 10 se prononcent en faveur de l'abrogation du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans et son retour à 62 ans, une opinion toujours majoritaire bien qu'en légère baisse par rapport à novembre 2023

Etes-vous favorable ou opposé(e) à l'abrogation (c'est-à-dire l'annulation) du report de l'âge légal de la retraite à 64 ans pour revenir à 62 ans ?

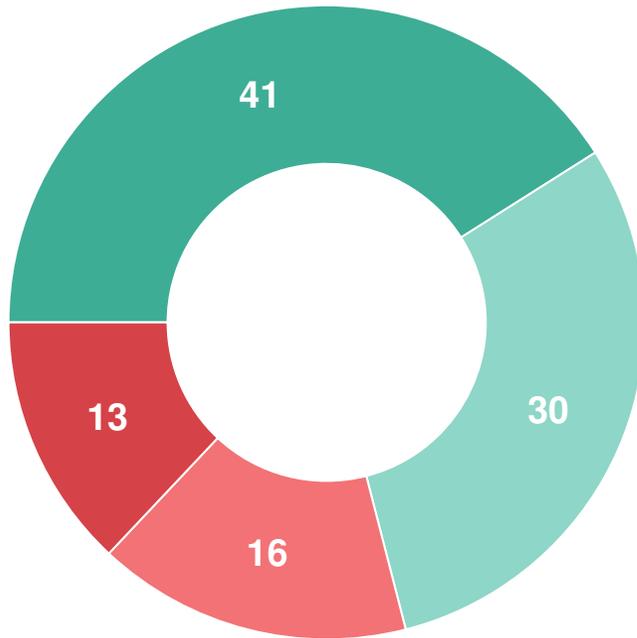
- À tous, en % -

**Favorable : 71%**

*Novembre 2023 : 74%*

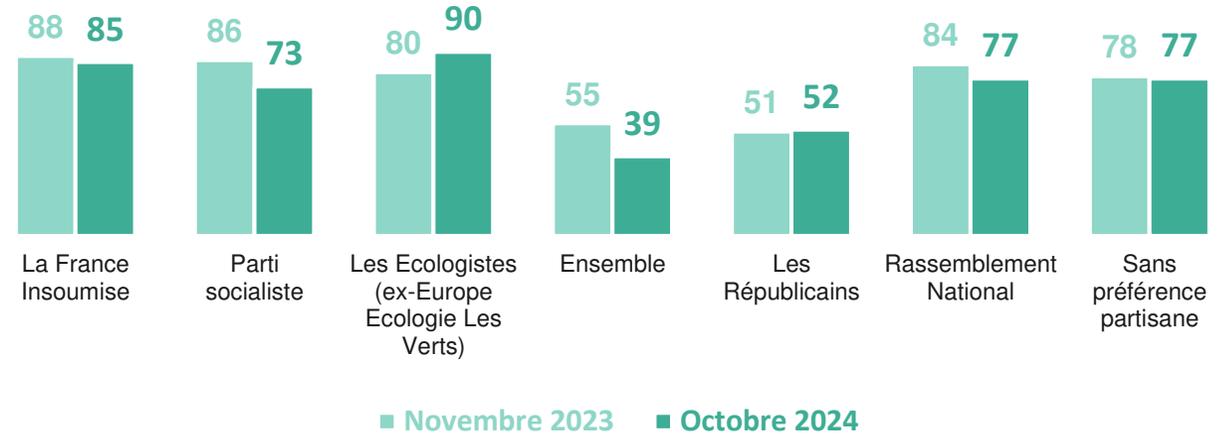
**Opposé(e) : 29%**

*Novembre 2023 : 26%*



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

## Proximité politique



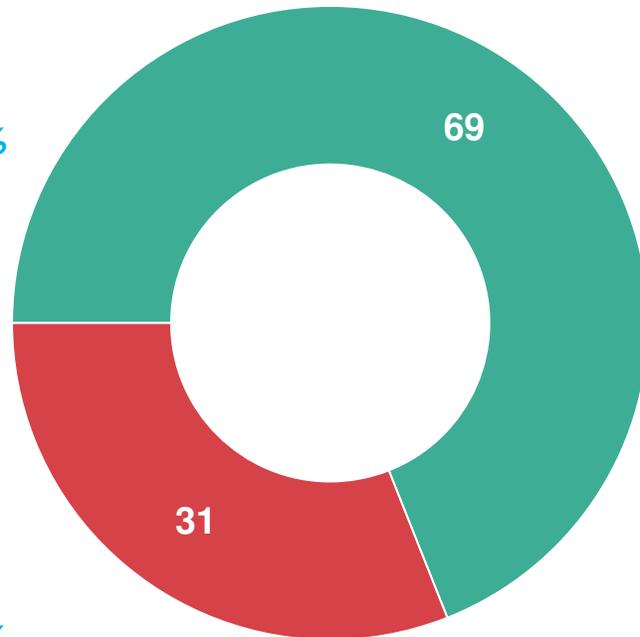
# Près de 7 Français sur 10 estiment qu'il devrait y avoir un écart de rémunération maximum entre un dirigeant d'entreprise et le plus faible salaire de la structure, une opinion en progression chez les Français sur la dernière année et majoritairement partagée par toutes les familles politiques

Au sein d'une entreprise, devrait-il y avoir un écart de rémunération maximum entre le dirigeant de l'entreprise et le plus faible salaire ?

- À tous, en % -

Oui

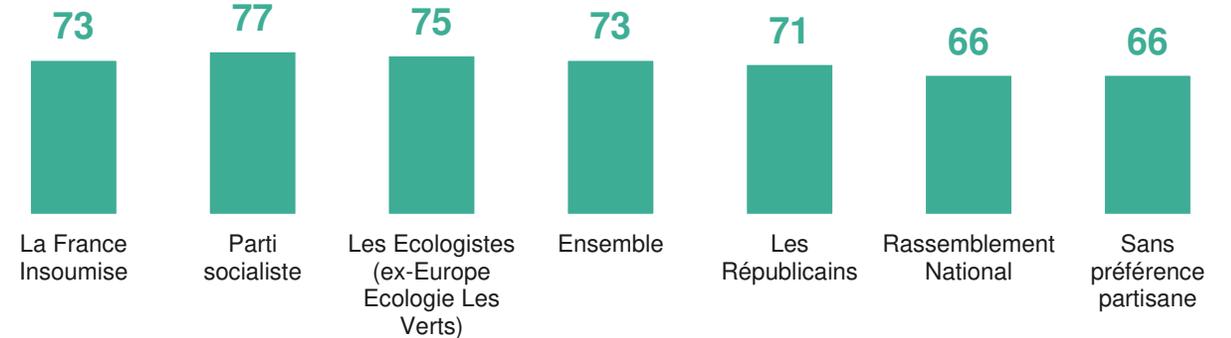
Juillet 2023 : 59%



Non

Juillet 2023 : 39%

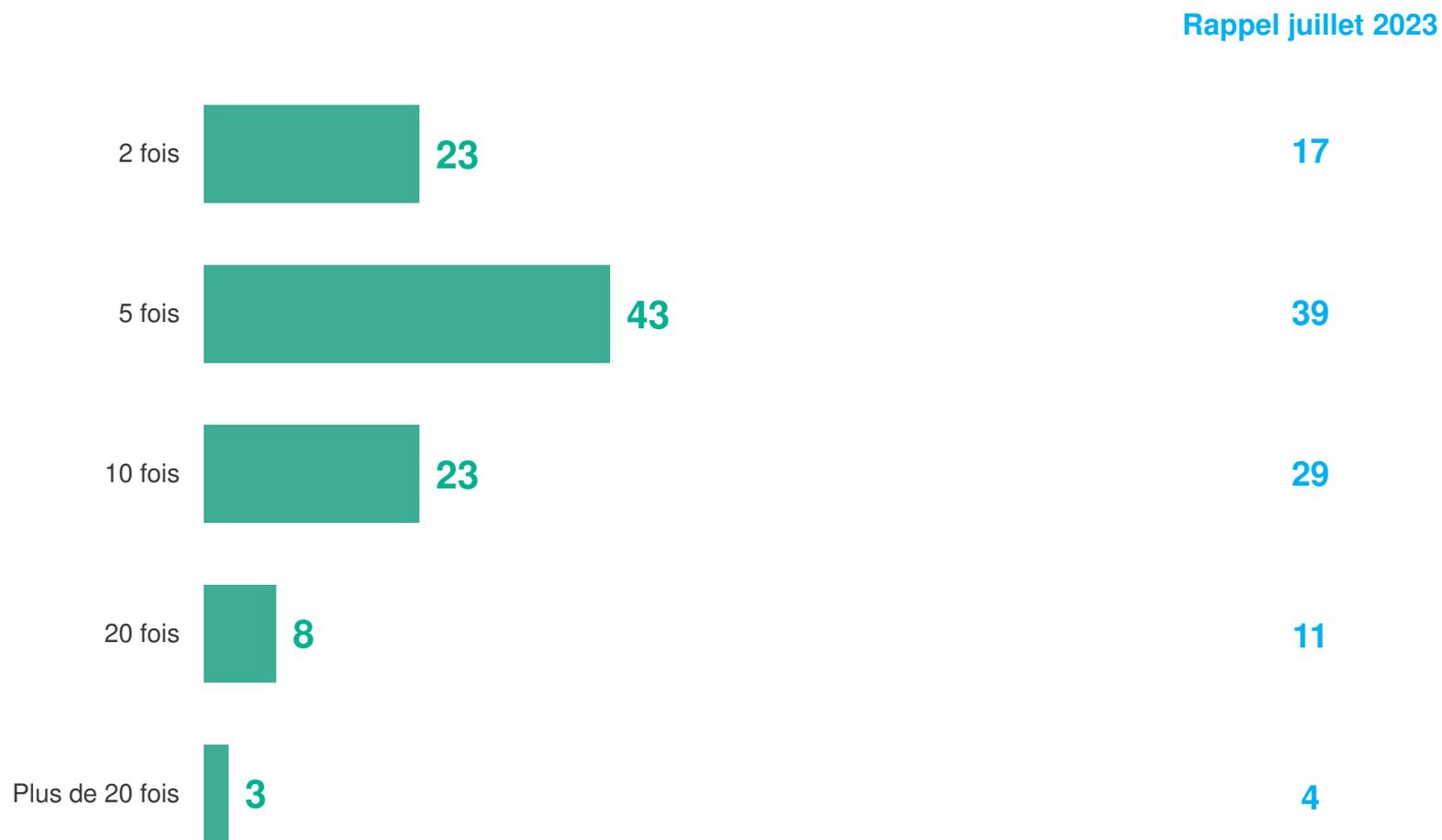
## Proximité politique



## Parmi les Français favorables à ce principe, les deux tiers souhaiteraient que le salaire d'un dirigeant d'entreprise soit au maximum 5 fois plus élevé que celui du salarié aux revenus les plus faibles

Quel devrait être selon-vous l'écart de rémunération maximum entre le dirigeant de l'entreprise et le plus faible salaire ?

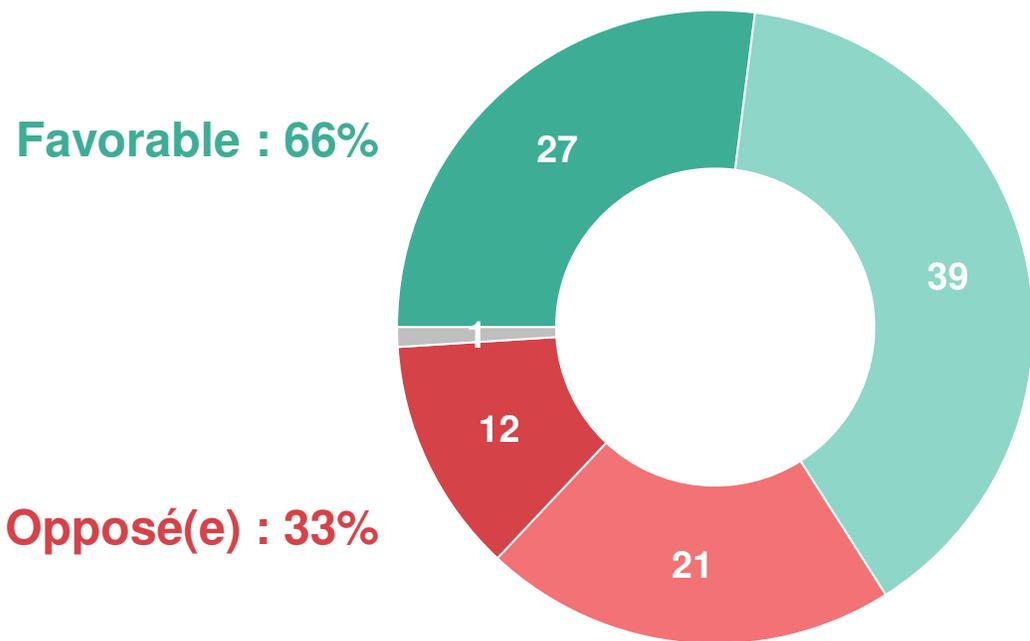
- À ceux favorable à un écart de rémunération maximum, en % -



## 2 Français sur 3 se disent favorables à un conditionnement du financement par l'État des établissements scolaires privés sous contrat à des objectifs de mixité sociale, une opinion plus largement partagée auprès des sympathisants de gauche

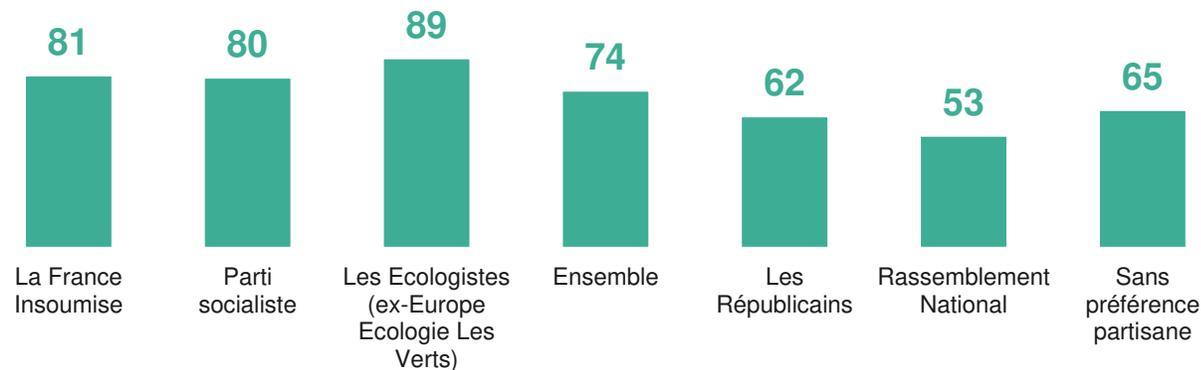
Etes-vous favorable ou opposé(e) à conditionner le financement par l'État des établissements scolaires privés sous contrat à des objectifs de mixité sociale ?  
C'est-à-dire que si la mixité sociale constatée dans un établissement privé est inférieure à la moyenne de ce qui est mesuré pour les établissements publics du même secteur le financement de l'établissement pourra être diminué.

- À tous, en % -



- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

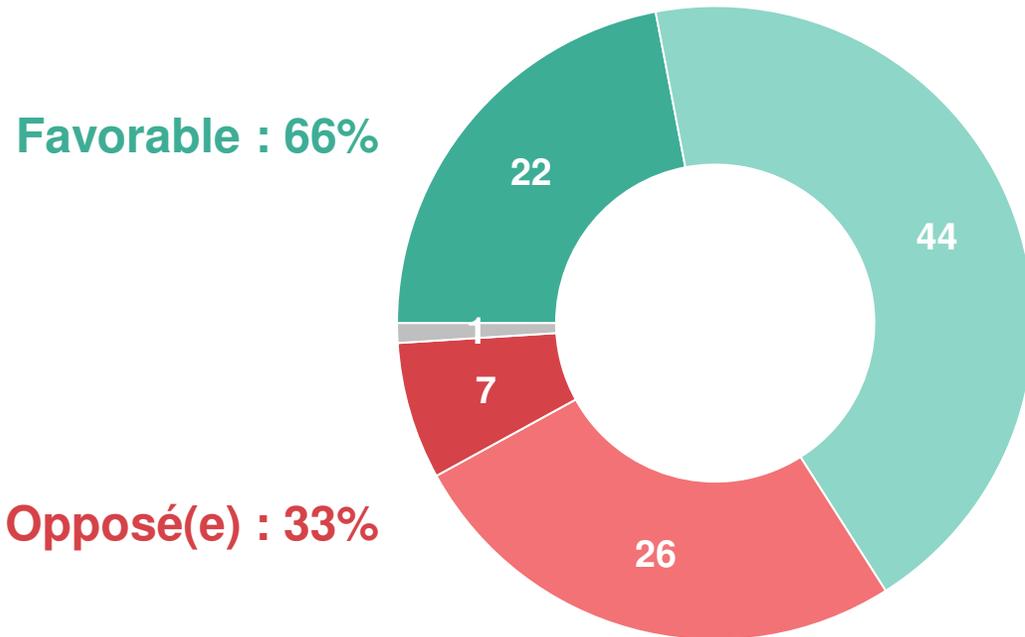
### Proximité politique



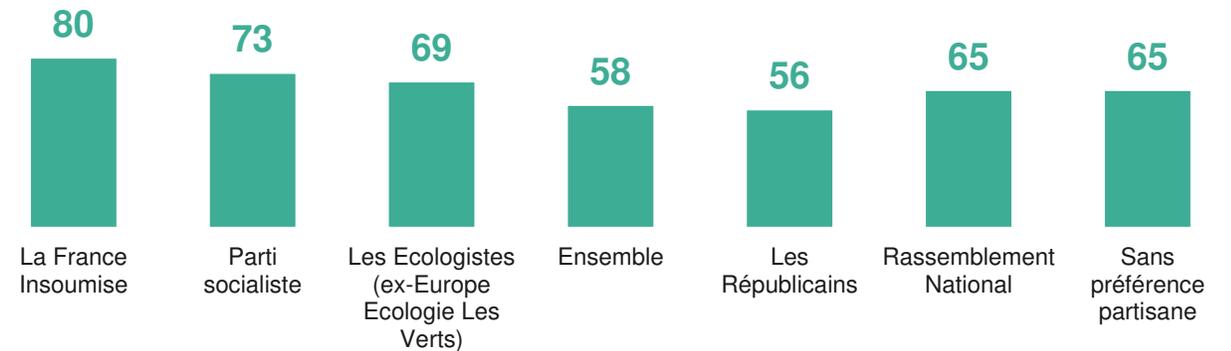
## 2 Français sur 3 se déclarent favorables à une loi visant à instaurer un moratoire sur les projets routiers et autoroutiers, un soutien particulièrement prononcé chez les proches de LFI et du PS

Etes-vous favorable ou opposé(e) à une loi visant à instaurer un moratoire sur les projets routiers et autoroutiers, ce qui permettrait de suspendre pour une durée de 10 ans les projets de créations d'autoroutes ou celle déjà en cours de construction ?

- À tous, en % -



### Proximité politique



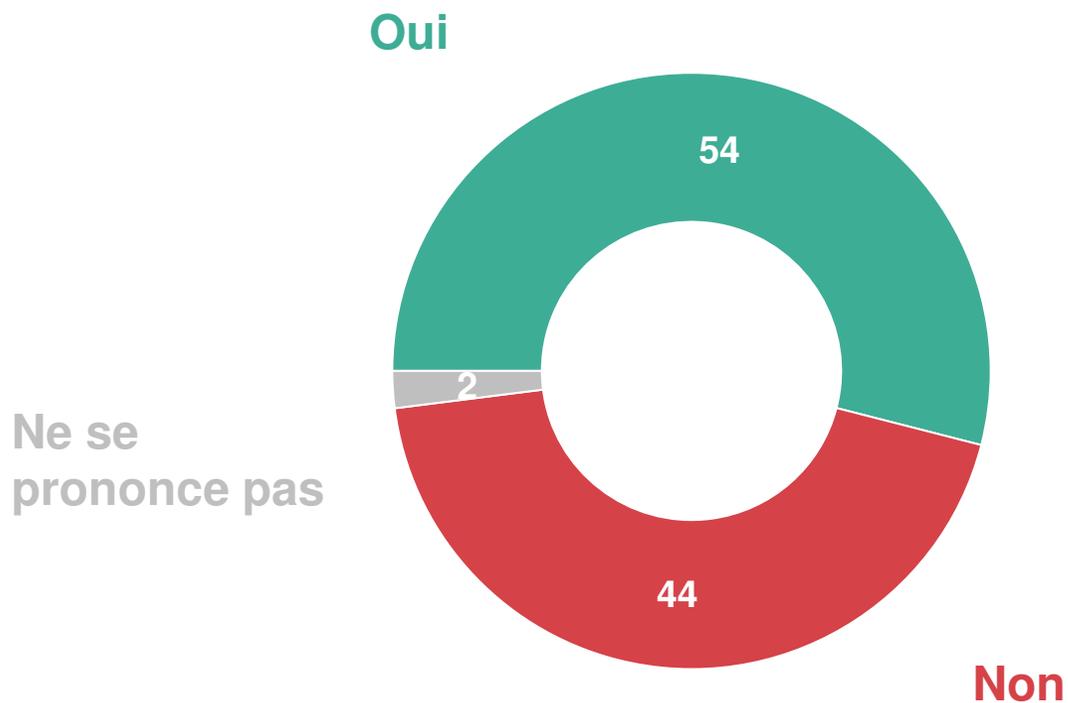
- Tout à fait favorable
- Plutôt favorable
- Plutôt opposé(e)
- Tout à fait opposé(e)
- Ne se prononce pas

# Les Français se montrent globalement partagés sur le fait que la décision du Président de la République de ne pas nommer un Premier ministre proposé par le NFP arrivé en tête des élections législatives constitue un motif de destitution

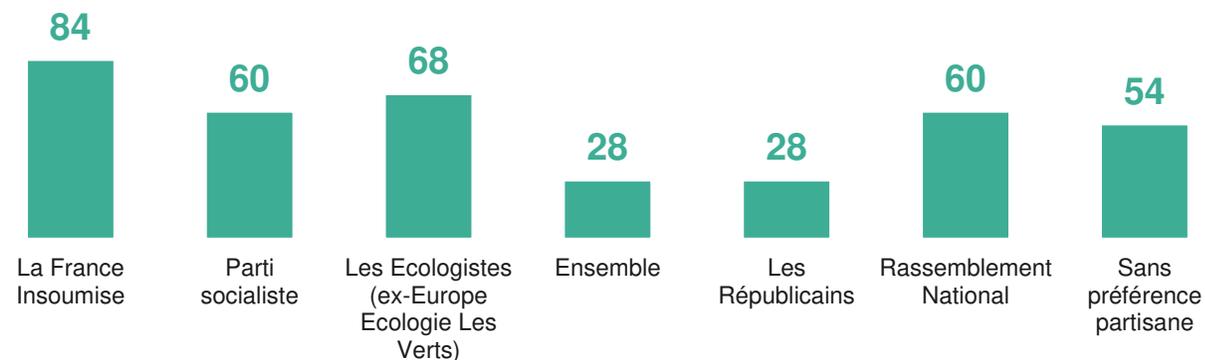
A l'issue du 2nd tour des élections législatives le 7 juillet dernier, le Président de la République, Emmanuel Macron a nommé un Premier ministre qui n'a pas été proposé par le Nouveau Front Populaire (NFP) arrivé en tête des élections législatives.

Selon-vous cette décision constitue-t-elle ou non « un cas de manquement manifestement incompatible avec l'exercice des fonctions de Président de la République », c'est-à-dire un motif de destitution du Président de la République ?

- À tous, en % -



## Proximité politique



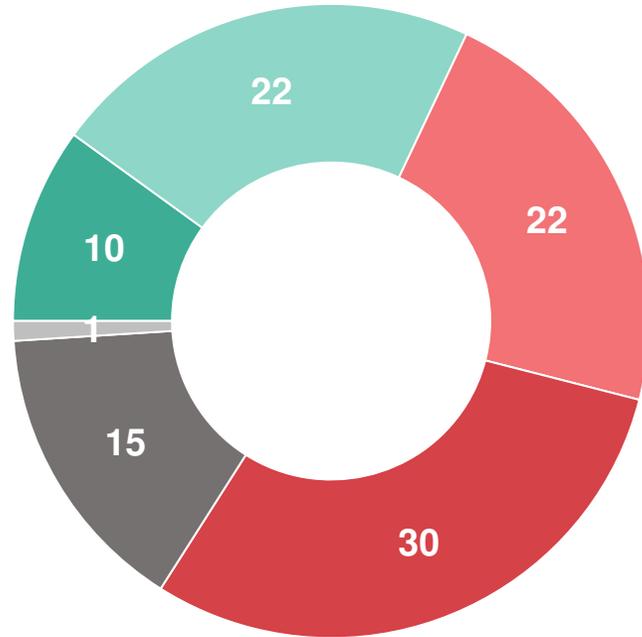
# Les Français se montrent dans l'ensemble opposés à la signature d'un accord entre l'Union européenne et le Mercosur prévoyant l'importation de produits agricoles sud-américains au sein du marché européen

Un accord de libre-échange est en négociation entre l'Union européenne et le Mercosur (zone économique de libre-échange entre plusieurs pays d'Amérique du Sud). Il prévoit notamment l'importation de produits agricoles sud-américains au sein du marché européen (viande, produits laitiers, etc.). Vous-même, êtes-vous favorable ou opposé(e) à cet accord ?

- À tous, en % -

**Favorable : 32%**

*Comparatifs novembre 2023 accord UE-Nouvelle-Zélande : 40%*



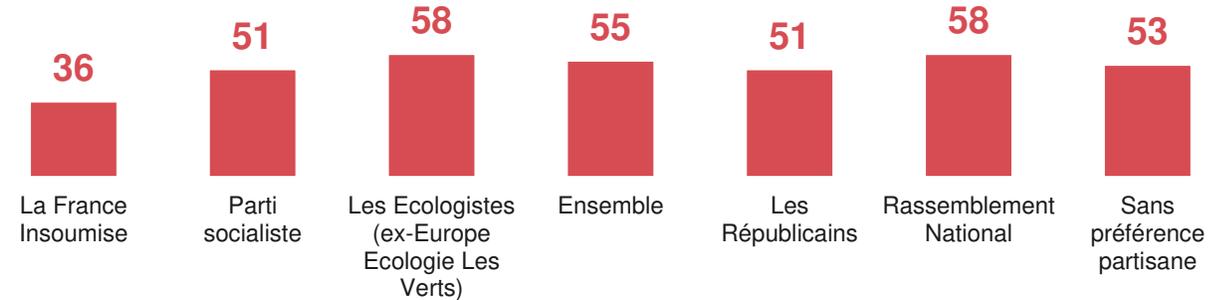
**Opposé(e) : 52%**

*Comparatifs novembre 2023 accord UE-Nouvelle-Zélande : 38%*

- **Tout à fait favorable**
- **Plutôt favorable**
- **Plutôt opposé(e)**
- **Tout à fait opposé(e)**

- **Vous ne connaissez pas suffisamment l'accord pour pouvoir vous prononcer**
- **Ne se prononce pas**

## Proximité politique



La question portant sur l'accord UE-Nouvelle Zélande était présentée comme ceci : *Un accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande a été adopté par les eurodéputés de la commission du commerce international. Il prévoit notamment l'importation de produits agricoles néo-zélandais au sein du marché européen (notamment de la viande et des produits laitiers). Le Parlement français va être invité à se prononcer sur cet accord. Êtes-vous favorable ou opposé(e) à cet accord ?*

# Contacts

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

---

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur :



[www.harris-interactive.com](http://www.harris-interactive.com)



[Facebook](https://www.facebook.com/harrisinteractive)



[Twitter](https://twitter.com/harrisinteractive)



[LinkedIn](https://www.linkedin.com/company/harrisinteractive)

---

## Contacts Harris Interactive en France :

- Jean-Daniel Lévy – Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion – 01 44 87 60 30 – [jdlevy@harrisinteractive.fr](mailto:jdlevy@harrisinteractive.fr)
- Pierre-Hadrien Bartoli – Directeur des études politiques – 01 44 87 61 05 – [phbartoli@harrisinteractive.fr](mailto:phbartoli@harrisinteractive.fr)